

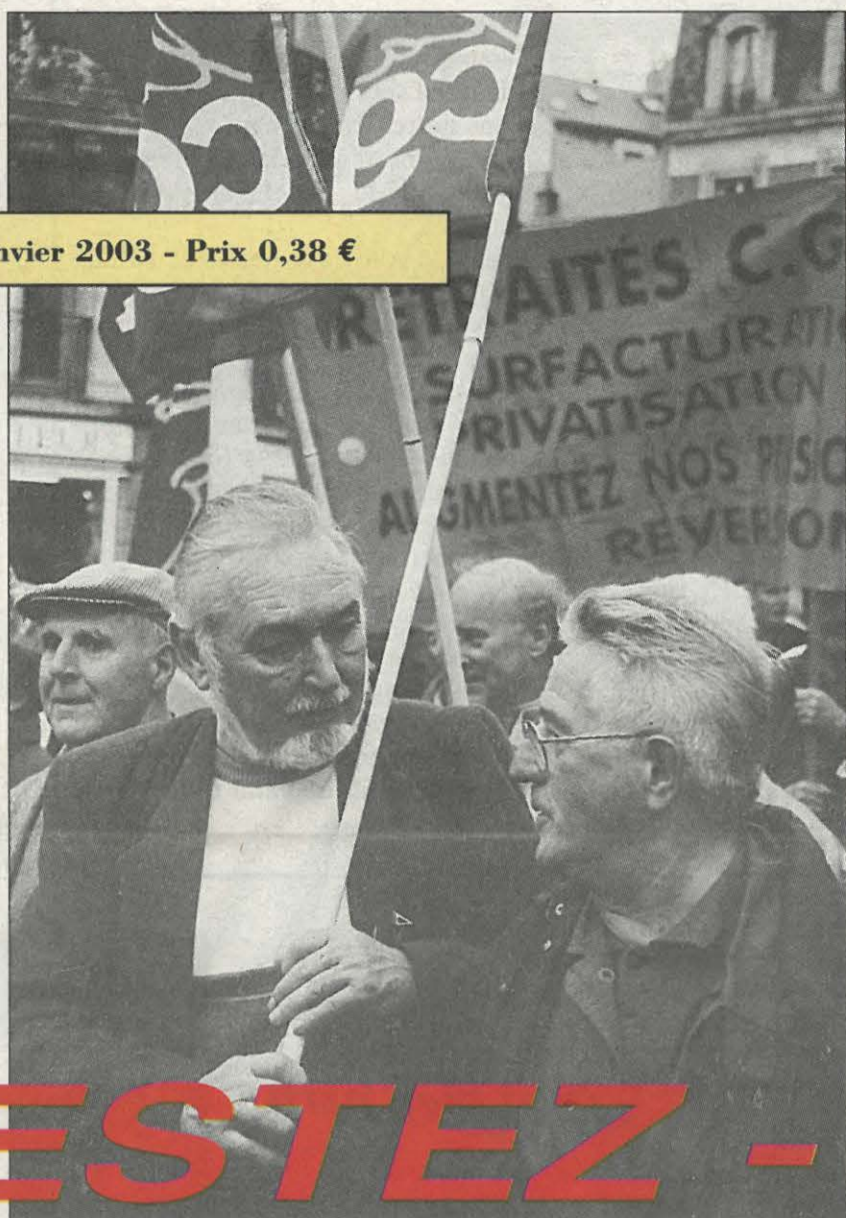
nla

LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 747 du 30 janvier 2003 - Prix 0,38 €

RETRAITES :
*Ne pas laisser
la droite et le Medef
casser nos retraites*
Samedi 1^{er} février
14 h 30 Nantes
place du Commerce
- MANIFESTEZ -



BANQUET DE LA FÉDÉRATION



VENDREDI 7 MARS
à partir de 18 h 30
Halle de la Trocardière
à Rezé

Contre la droite, le PCF mobilise

● Près de 2000 personnes se sont réunies lundi soir à la Mutualité au meeting du PCF avec Marie-George Buffet. C'est sous le signe de la riposte à la droite, du refus de l'ordre du monde et de la guerre que les participants sont intervenus: pour une autre conception de la société.

Ce rassemblement n'est pas passé inaperçu. «Buffet mobilise contre Raffarin», titre *Libération*. Pour *Le Monde*, «Le PCF veut renouer avec sa tradition de défense du monde du travail». C'est sans doute le premier enseignement de ce meeting : le PCF est bien là. Les communistes, sans aucun doute, avaient besoin de se retrouver. Non par repli «identitaire», mais parce que la droite va vite et frappe fort et que le désordre du monde s'aggrave, notamment avec la menace de guerre.

En première partie de soirée des témoignages forts s'exprimèrent. Sur l'état du monde ; sur les luttes en cours pour l'emploi, les libertés syndicales, les emploi-jeunes, contre les lois Sarkozy, pour la défense des services publics, de la culture, le système de santé.

Dans une intervention longuement applaudie, Marie-George Buffet a dénoncé les projets du gouvernement: «Le premier ministre a choisi la démission du politique: une à une, il remet les clefs au marché ; un à un, il remet les codes aux gardiens de la loi de l'argent. Il y a quelques jours, il était dans les salons du Medef, affichant sa complicité avec le baron Seillère».

Puis elle devait notamment déclarer: «Nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire. Non seulement nous allons nous défendre, mais nous allons formuler avec audace une espérance renouvelée. [...] Nous serons de tous les combats avec les salariés, avec les syndicalistes, avec les militants associatifs, avec les altermondialistes, avec tous ceux et celles qui subissent ce monde, qui subissent cette politique. [...] Des millions et des millions d'individus aspirent à autre chose, à un autre monde. Des millions et des millions d'individus sont en droit de le faire. Ici, nous sommes de ceux-là. On ne va pas se laisser faire !» .

**Vite
lu**

Dans ce nouveau numéro des Nouvelles, nous reviendrons longuement sur l'actualité politique dans notre département.

Tout d'abord avec la manifestation syndicale du 1^{er} février par les retraités.

Après le vote des salariés de l'EDF, le Gouvernement et le Medef se retrouvent en effet dans une nouvelle situation.

Nous aborderons également le bouillonnement de l'actualité des Communistes à quelques mois de la préparation de leur Congrès. Des forums dans un certain nombre de villes, des réunions dans d'autres : partout le souci de débattre et de dégager des grandes lignes politiques claires et concrètes.

Tous les renseignements concernant le banquet de la Fédération seront également au programme de ce numéro des Nouvelles. Pourquoi le banquet ? Quelle forme va-t-il revêtir ? Quelles dispositions prendre pour y participer ?

Enfin, nombreux d'entre vous attendent le résultat de notre jeu de décembre sur la connaissance des vins. Les réponses qui permettront aux heureux gagnants de venir retirer leurs lots à la Fédération.

De vous à moi

Il faudrait être crédule ou idiot, pour s'imaginer un instant qu'il n'y a pas convergence d'idées entre ce que pense un bon gros patron du MEDEF et un adepte au nouveau parti de Juppé. D'ailleurs, je suis certain qu'en regardant de près on pourrait y reconnaître pas mal de doublettes.

Bref, si cela s'arrêtait à cette simple vérité il n'y aurait aucun attrait à en faire un papier, mais ce qui m'est apparu par compte nouveau et fort de café, c'est l'invitation lancée par ce cher Baron, par ailleurs patron du MEDEF, à notre non moins cher premier ministre à l'occasion du congrès national des nantis français – excusez moi je m'égare je voulais dire du patronat français –.

Si certains pensaient, qu'il y avait photo entre la politique voulue par les uns et celle pratiquée par les autres, je crois que la question est entendue. Au même titre, l'histoire nous ramène toujours les pieds sur terre, et que ceux qui disaient hier : «la gauche et la droite c'est pareil», doivent quand même être amenés aujourd'hui à revoir leurs gammes.

Il y a eu dans cette assemblée générale du MEDEF, toutes les démonstrations possibles et inimaginables de la consommation du mariage entre le pouvoir et le patronat, comme on aimait à dire. Cela commence par une arrivée commune dans la salle, puis un tour effectué devant l'assemblée pour en venir aux interventions militantes de chacun : «Je vous propose Monsieur le premier Ministre ... Mais bien sur Monsieur le Président..., un petit coup pour les privatisations ? Je vous en prie... un petit coup sur les retraites ? Non un gros... un petit coup sur le droit du travail ? Mais bien sur mon cher... et quoi encore ?...».

Seillière en appelle à une société anti-sociale, Raffarin est plébiscité par les patrons. Il y a vraiment du pain sur la planche pour ceux qui comme les communistes veulent changer cette foutue société.

Y. C.

32^e Congrès,

c'est bien parti

De nombreuses réunions de communistes se tiennent depuis quelques semaines sur la préparation du 32^e Congrès du Parti Communiste Français qui doit se tenir les 3, 4, 5 et 6 avril 2003.

Dès le mois de juin, à partir de la Conférence Nationale, les Communistes ont été appelés à réfléchir sur le recensement des questions qu'ils souhaitaient voir aborder lors de leur Congrès.

Dès le retour des vacances, dans un premier document, les Communistes réunissaient l'essentiel de leurs interrogations, tout en cernant assez clairement les différentes pistes de réflexions du débat.

Mi-décembre, le Conseil National proposait un avant-projet de base commune à la discussion de tous les Communistes, répondant aux questions posées en juin par la Conférence Nationale. Ce projet de base commune proposait une orientation politique cohérente ainsi que des «options alternatives» qui se sont manifestées dans le débat.

Les 2 et 3 février, le Conseil National finalisera les grandes orientations, tenant compte de l'avis des Communistes qui ont débattu de



l'avant-projet et des orientations qu'ils ont émises.

Une base commune sera ainsi établie sur proposition de la Commission Transparence et transmise à tous les adhérent(e)s du Parti Communiste Français pour qu'ils expriment par un vote, mi-février, leur accord ou non sur cette base commune. C'est ensuite que la discussion des adhérent(e)s, dans le cadre du 32^e Congrès, se déroulera.

Les différentes phases de préparation du Congrès dans le département :

Assemblées générales extraordinaires des Communistes dans les sections :

- Nantes : week-end des 22/23 mars
- Saint-Nazaire : week-end des 14/15 mars
- Brière : week-end des 14/15 mars
- Rezé-Sud-Loire : week-end des 22/23 mars
- Basse-Loire : week-end des 22/23 mars
- Loire et Sèvre : week-end des 14/15 mars
- Presqu'île : week-end des 14/15 mars
- Val de Loire : week-end des 22/23 mars
- Châteaubriant : à définir en semaine
- 3 Rivières : à définir en semaine

Conférence départementale
week-end des 28/29 mars



BANQUET DE LA FÉDÉRATION

Dans une période, où tous les coups portés par la droite arrivent en plein visage et font très mal (privatisation, mesures sécuritaires, retraites, sécurité sociale, licenciements collectifs etc...), chaque initiative d'opposition à cette politique et encore plus, celles des communistes, est une riposte au gouvernement, à la droite et au MEDEF.

Le banquet de la fédération du Parti Communiste, s'inscrit bien dans cette démarche. Il sera la première initiative publique des communistes du département, depuis la fête des *Nouvelles de Loire-Atlantique* de juin dernier. Il ne pourra pas seulement porter l'aspect convivial et festif, même si cela est important, il marquera par l'importance qu'il revêtira, un acte politique sur notre département de tous ceux qui communistes ou non souhaitent un autre avenir politique.

C'est dans cet esprit, que nous devons préparer cette soirée du 7 mars prochain, avec une volonté déterminée de la réussir, en rassemblant plusieurs centaines d'hommes et de femmes. Cette soirée permettra également, de débattre dès 18 h 30, avec les animateurs de la vie du parti sur le département et Daniel CIRERA membre de la direction nationale, des questions de l'actualité politique.

La réussite du banquet dépend de nous tous individuellement parlant et collectivement. Elle dépend tout d'abord, de la décision des communistes d'y participer ou non, puis d'y inviter largement autour d'eux.

Chaque communiste, va recevoir dans les prochains jours une invitation personnelle. Les lecteurs des *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont la possibilité de s'inscrire à l'aide du bulletin contenu dans cette page. Les amis du parti vont être invités par voie postale et enfin chaque animateur de la vie du parti va avoir à sa disposition un carnet d'inscription au banquet.

Voilà un ensemble de dispositions concrètes, qui devraient nous permettre de dire au soir du 7 mars : c'était quand même une sacré soirée...



Des transports gratuits seront à votre disposition :

- 18 h 00 : Section de Saint-Nazaire rue des Halles - SAINT-NAZAIRE
- 18 h 15 : Place de l'Hôtel de Ville - TRIGNAC
- 18 h 25 : Place du Marché - MONTOIR



Menu

Apéritif

Assiette gourmande

Galantine maison et mousson de canard au Porto

Confit de canard forestier

Assiette de fromages

Dessert du Chef

Vin rouge et blanc

Café

A partir de 19 h 30



Animation musicale

Banquet de la Fédération 7 mars 2003 – Halle de la Trocardière à Rezé

COUPON DE RESERVATION

Pour permettre une bonne organisation du Banquet et éviter les mauvaises surprises, nous vous demandons de bien vouloir réserver votre place à l'aide de ce coupon et de le renvoyer avec le paiement des repas ou des arrhes (5 € par personne) à votre section ou à la Fédération :

41, rue des Olivettes – 44000 Nantes

Nom :
Prénom :
Section :

Réservation pour :
1 personne 15 €
2 personnes 25 €
(15 € par personne supplémentaire)
..... personnes €

Montant des arrhes versés €
(5 € par personne)

RETRAITES

Les syndicats unis sur l'essentiel

L'avenir des retraites a permis de réaliser une «première» dans l'histoire de l'unité syndicale. Les sept organisations, membres du Conseil d'orientation des retraites, se sont dotées, le 6 janvier dernier, de propositions communes pour consolider les systèmes de retraites des salariés des secteurs publics et privés. Elles préparent ensemble, avant même que François Fillon, ministre en charge du dossier, ne commence officiellement à les rencontrer, une journée nationale de manifestations décentralisées le 1^{er} février prochain. Mais l'événement réside surtout dans la nature de leur union, qui ne se réalise pas d'abord contre un projet, mais sur une série de propositions affirmant la «nécessité d'une réforme» des retraites.

Toutes font le même constat : face aux prévisions démographiques et à la baisse programmée du niveau des retraites du privé, due à la réforme Balladur, un statut quo sur les garanties actuelles n'est pas tenable. Les syndicats sont tous soudés pour défendre la répartition, dont la clé de voûte est, selon la déclaration com-

mune, «de viser un haut niveau de retraite», d'en garantir le pouvoir d'achat et le niveau par rapport aux rémunérations des actifs».

La déclaration commune affirme sans ambages «le droit à la retraite à taux plein à 60 ans, qui doit demeurer le repère collectif autour duquel doivent s'articuler les éléments de choix individuels» et qu'il «est possible, tout en tenant compte des spécificités dans différents régimes, de faire converger, sur le moyen et long terme, les intérêts des salariés du secteur public et privé» sur l'objectif essentiel du droit à une retraite à taux plein à 60 ans, avec une pension de haut niveau.

La déclaration des sept syndicats affirme enfin que nul ne peut «ignorer la question de la répartition des richesses produites». Manière de prendre à contre-pied ceux qui agitent l'épouvantail de la faillite financière du régime. Mais, là aussi, il faut changer l'objectif, d'abord «donner la priorité aux politiques de l'emploi» pour engranger des recettes, puis «garantir des ressources financières suffisantes».



Pas de passage en force

Les plus de 50% de voix qui se sont réunies sur le non concernant le relevé des discussions à l'EDF, sur les questions de la retraite et l'avenir de l'entreprise, vont peser lourd dans la suite des rapports entre la direction, le gouvernement et les personnels. Un tel scénario est le reflet des salariés des deux entreprises de ne pas se laisser entraîner dans un engrenage de privatisation et de liquidation des acquis. Il va au-delà des opinions que partageait la CGT majoritaire dans la profession, qui avait donné un avis favorable au texte relevant des discussions.

Au-delà de l'entreprise, la détermination des gaziers et électriciens ne sera pas sans conséquence directe sur les futures discussions qui vont s'ouvrir concernant les questions de la retraite, entre le gouvernement et les syndicats. Ce que nous venons de vivre à l'EDF, illustre également la grande volonté des salariés de ne pas se laisser dépouiller des acquis sociaux obtenus grâce à de nombreuses luttes.

Le gouvernement commentant le vote des salariés de l'EDF dévoile son attitude et sa conception du dialogue

social, en déclarant qu'il ne tiendra pas compte de ce scrutin et qu'il maintiendra son cap sur «sa» réforme des retraites.

En procédant ainsi, Raffarin et ses amis ont décidé d'engager la bataille. Ils essaient dans l'immédiat de lézarder l'unité syndicale qui s'est réalisée autour d'une plate forme commune de 7 organisations (CGT, CFDT, Force Ouvrière, CFTC, CGC, FSU et l'UNSA) et l'appel à la grande manifestation qui se déroulera le 1^{er} février dans tout le pays.

Le coup porté au gouvernement par le vote des salariés de l'EDF le met en difficulté. Contrairement à ces déclarations antérieures, Chirac met aujourd'hui l'accent sur le maintien des principes de la répartition et du droit à la retraite à 60 ans, mais il vise une mise en cause plus insidieuse de ces droits. Les salariés ne vont pas se contenter de ce flou entretenu par le gouvernement. Ils doivent, non seulement écarter les mauvais coups mais imposer une bonne réforme des retraites dont ils ont besoin pour relancer l'avenir d'un régime apprécié de tous.



Samedi 1^{er} février
14 h 30
Place du Commerce
à NANTES

Couëron :

un forum ouvert sur l'avenir

La guerre on en veut pas

La montée du mouvement contre une nouvelle guerre en Irak marque des points. Aujourd'hui l'administration américaine est obligée de tenir compte de l'opposition grandissante à ses projets, que ce soit en Europe, au Japon, dans les pays arabes et y compris aux USA, ou pourtant tous les médias tentent de mouler l'opinion publique à une nouvelle échéance guerrière. En France, les sondages d'opinion donnent une large majorité aux opposants (environ 80 %). Aux USA, une guerre sans le feu vert de l'ONU ne recueille que 31 à 39 % d'avis favorables. Dans de nombreux pays sur tous les continents, des milliers voire des millions de manifestants ont dits non à cette guerre le 19 janvier dernier. Ils étaient 25 000 à Paris, 15 000 à Marseille, 5 000 à Grenoble, 4 000 à Lyon, à St Etienne, 2 500 à Bordeaux, 1 500 à Nantes et 500 à St Nazaire sous une pluie battante et des milliers dans une multitude de villes de province.

Dans le même temps, des manifestations pacifistes étaient organisées aux USA, 500 000 personnes selon les organisateurs à Washington, à San Francisco. Défilés également dans une trentaine de villes du Canada, en Grande Bretagne, en Suède ou en Espagne. Dans les pays arabes, ce sont 15 000 personnes qui se sont réunies à Damas, 8 000 à Beyrouth... De nouvelles manifestations sont déjà programmées, notamment le 15 février dans tout le pays à l'appel d'une quarantaine d'organisations, de syndicats, d'associations et de partis politiques dont le Parti Communiste Français, qui déclarait dans un communiqué de presse, magistralement ignoré par les quotidiens locaux «L'appel de Chirac aux forces armées à se préparer à une éventuelle guerre en Irak marque un fléchissement très préoccupant de la position de la France. Rien ne saurait la justifier. La France doit agir pour la paix».

Les communistes de Couëron avaient choisi la salle de la fraternité pour tenir leur Forum. Un nom de salle prédestiné pour une réunion ayant pour objet de rassembler des communistes, des non adhérents, des hommes et des femmes qui veulent ensemble résister à la droite, construire quelque chose de neuf en politique et parler du Parti Communiste. Le débat est vite rentré dans le vif du sujet avec une première intervention d'un militant syndical, qui précise qu'il n'est pas communiste mais qu'il ne veut pas voir le parti disparaître. «Il y a intérêt précise-t-il, que les communistes reprennent du poil de la bête». «Il faut repartir sur de bonnes bases, conclu-t-il en écoutant et sans s'écarter». Vient ainsi dans le débat, rapidement la question de la participation des communistes au gouvernement «Ne nous sommes nous pas laissés enfermer ? N'y a-t-il pas eu tendance à nous éloigner de nos principes révolutionnaires ? N'avons-nous pas souffert de manque d'initiatives dans notre communication ?...». Autant de questions qui traversent les têtes depuis le 21 avril et qui avaient du mal à trouver un lieu pour être débattues. La discussion permet ainsi, sans tabou ni complaisance de faire part des avis de chacun, de débattre et de s'exprimer.

«La droite est aujourd'hui en train de casser ce que les communistes ont apporté lorsqu'ils étaient au gouvernement : exemple avec la loi de modernisation sociale, avec la loi sur le contrôle des fonds publics... Quand Raffarin met comme objectif immédiat la privatisation d'Air France, c'est bien parce que la compagnie n'est pas privatisée, contrairement à ce que certains s'efforcent à dire... N'est-ce pas là des éléments qui montrent que les communistes ont amené des choses positives, mais précise l'intervenant sur les questions de fonds, nous n'avons pas réussi à faire bouger les socialistes». La question des alliances politiques se trouve ainsi directement posée dans de nouveaux termes et notamment ceux sur son contenu. Ce forum réunissait plus de monde qu'à l'habitude et a permis de mettre dans la même salle, entre autres des militants syndicaux, associatifs et des personnalités locales à l'initiative du Parti Communiste. Il a ouvert le principe d'un débat d'une autre forme, sans complaisance et constructif, ou les participants expriment leurs attentes à l'égard des partis politiques et notamment du Parti Communiste Français, pour provoquer un véritable renouveau politique et pour construire une véritable alternative politique dans notre pays.

Circulez rien à voir !

La presse quotidienne locale aurait-elle décidé à la veille des manifestations du 18 janvier pour la paix en Irak, de se mettre à côté d'une partie de l'actualité ? C'est la question que l'on a pu se poser le samedi matin à la lecture de nos quotidiens. Pas une ligne, en effet pas la moindre trace d'un communiqué d'organisation appelante, rien dans Presse Océan, rien dans L'Eclair rien non plus dans Ouest France. C'est ce que l'on doit appeler un vide médiatique devant l'actualité, pourtant la raison d'être des dits journaux...

NON
à la guerre contre l'Irak

Justice, paix, démocratie au Moyen-Orient et dans le monde

Savenay : petit forum en bref

Un forum s'est tenu à Savenay, avec trop peu de monde de l'avis des organisateurs. Pourtant, la réunion a été annoncée deux fois dans la presse et un courrier particulier a été adressé à une cinquantaine de personnes susceptibles d'être intéressées par la démarche. Preuve que celle-ci, utile et nécessaire, n'est pas si facile à mettre en œuvre. Le débat a néanmoins eu lieu, autour des questions pointées dans tous les forums : 400 réunions en France, 10 000 personnes touchées. Un jeune lycéen est venu, un peu par curiosité, «pour voir comment se passait une réunion du PC». Alors qu'un enseignant, estime que «les profs sont presque tous anti-communistes», le lycéen dit que cela ne l'effraie pas plus que ça. D'ailleurs «on parle du communisme entre nous au lycée». C'est vrai que d'autres lycéennes ont aussi choisi le journal

l'Humanité comme thème de T.P.E. (Travail Personnel Encadré en première), et ont même souhaité rencontrer le responsable local du PC, pour en parler. Un moment du débat porte alors sur ce paradoxe : les jeunes ont beaucoup contribué à faire barrage à Le Pen au second tour des présidentielles, mais ils ne sont pas pour autant allés voter aux législatives. Certes, disent certains, il faut sans doute éviter les discussions théoriques sur le communisme, coupées des réalités, pour revenir à des considérations plus terre à terre, au «concret». Mais, pour d'autres, dans le même temps, l'idée communiste elle-même, l'idéal communiste ne doivent-ils pas être réaffirmés ? Car il nous faut aussi rêver, et faire rêver.



Mode de scrutin : coup d'Etat électoral

La réforme des modes de scrutin, la droite en rêvait depuis son retour au pouvoir au printemps dernier. On annonce que ce serait chose faite dans quelques semaines. Sous le prétexte de «rapprocher l'élu européen du citoyen», le gouvernement aurait en effet décidé de modifier l'organisation des élections européennes qui, à partir de 2004, se feraient sur la base de huit circonscriptions régionales au lieu de l'actuelle circonscription unique nationale. Celle-ci garantit pourtant que la voix de chaque citoyen compte pour une.

Le gouvernement a aussi mijoté un changement du mode de scrutin des élections régionales calqué sur celui des municipales. Serait instituée une élection à deux tours au lieu d'un, le mandat étant porté à six ans au lieu des cinq prévus.

Un coup d'état électoral

Mine de rien, il s'agit d'une sorte de «coup d'état électoral» selon l'expression du PCF. S'agissant du scrutin européen, avec ses huit circonscriptions, le gouvernement reprend les propositions du PS présentées en 1998 par Lionel Jospin avant que celui-ci les range au placard devant l'hostilité du PCF. En effet dans la plupart des huit régions ainsi créées, les voix des communistes, des chasseurs ou des Verts, de l'extrême gauche ou des radicaux de gauche ne compteraient plus pour rien. Loin de rapprocher la politique des citoyens, le risque est de voir s'accroître l'abstention de ceux qui vont penser qu'une fois de plus, ils n'ont plus droit au chapitre, ou la tentation populiste d'électeurs pensant que décidément l'Europe ne peut se construire que contre leurs intérêts.

L'opposition des Communistes

De plus, selon Paul Lespagnol, membre du Comité Exécutif du PCF, cela «atomisera la repré-



sentation nationale et donc affaiblira le poids de la France en Europe».

Pour les régionales, le texte gouvernemental prévoit un relèvement des seuils de fusion et de participation au partage des sièges au second tour. Seules les listes ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à 7% voire 12% des exprimés pourraient participer au second tour au lieu de 5% actuellement. Les listes ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à 5% des exprimés pourraient fusionner pour le second tour au lieu de 3% dans la loi en vigueur. Une prime de 30% des sièges au lieu de 25% serait attribuée à la liste qui rassemblerait le plus de voix. Le reste étant attribué selon les règles de la proportionnelle à la plus forte moyenne.

Vers la bipolarisation des instances élues

L'objectif de la droite qui pourrait obtenir l'appui

du PS est d'instaurer un paysage politique s'organisant entre un parti unique et hégémonique de la droite et un PS jouant le rôle de parti officiel d'opposition, l'extrême droite étant tenue en lisière des assemblées et des exécutifs; les autres forces politiques y compris l'UDF pour la droite seraient condamnées à se dissoudre dans l'UMP ou le PS. Deux partis hégémoniques se partageraient ainsi une domination sur la représentation politique des régions et de l'Europe, le but étant d'utiliser les premières pour pousser l'intégration de la France dans une construction ultralibérale de la seconde. «Le PCF propose que se constitue le plus rapidement possible un large appel ouvert à tous les citoyens et à toutes les organisations républicaines voulant faire échec au coup d'état électoral de Raffarin et démocratiser en profondeur le système de représentation de notre pays».

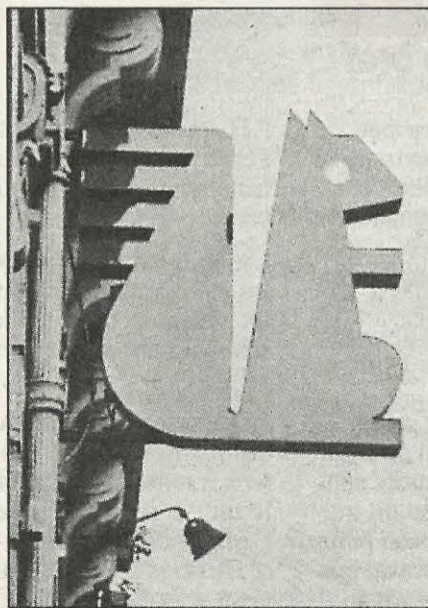
Livret A : la droite veut privatiser

«On peut se demander si l'administration publique de l'épargne est opportune», indique Jean Arthuis, président de la Commission des Finances du Sénat, dans une interview publiée cette semaine par *La Tribune*.

L'ancien ministre de l'Économie d'Alain Juppé ne cache pas qu'il veut s'en prendre au Livret A, dont les ressources sont collectées par la Caisse nationale de prévoyance (la CNP appartient pour partie à la Poste) et par la Caisse d'épargne. Ces ressources financières considérables (200 milliards d'euros, à comparer au budget de l'État, qui représente 260 milliards d'euros) servent aux missions de service public de financement du logement social et

des collectivités territoriales. La collecte de cette épargne aurait un coût élevé, prétend Jean Arthuis qui, en 1996, avait déjà abaissé de 4,5% à 3,5% le taux du Livret A, s'en prenant de manière frontale à l'épargne des plus modestes.

Ces instruments financiers ont été en réalité délaissés d'année en année, sous la pression des banques, par les pouvoirs publics. Aujourd'hui, dans la même logique, la droite entend sortir cette épargne populaire de la sphère publique pour la réorienter vers la sphère privée. Jean Arthuis qui, début 1997, voulait liquider le Crédit foncier de France (CFF) veut continuer dans la voie de la privatisation des ressources financières du pays : «Le système bancaire est tout à fait apte à gérer une épargne de



masse avec une concurrence saine-ment organisée par la puissance publique».

L'attaque frontale contre l'épargne populaire appelle deux remarques. D'une part, cette sortie de Jean Arthuis est à rapprocher des attaques menées par le gouvernement contre les succursales de la Banque de France, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et contre le CFF, c'est-à-dire un pan essentiel du service public financier. D'autre part, ces 200 milliards d'euros d'épargne populaire sont très convoités par les banques privées qui aimeraient pouvoir les utiliser pour étaler leurs risques dus aux opérations de fusions-acquisitions bancaires menées via les marchés financiers.

PORTO ALEGRE



Le monde autrement

Pour la troisième année consécutive, la contestation de l'ordre libéral a établi ses quartiers à Porto Alegre.

Cette grande ville du Brésil est devenue un symbole, une référence. Cela résonne comme le refus des injustices qui fracturent la planète. Un rêve que tout cela, peuvent sourire les zéloteurs du CAC 40, le Forum Social Mondial a au moins gagné une bataille, celle de la popularité. Le rendez-vous de Porto Alegre fait chaque année de plus en plus d'ombre à la rencontre des «élites» qui se tient au même moment à Davos, dans les Alpes suisses.

Quel chemin parcouru depuis la première édition du FSM en janvier 2001, réuni dans la foulée des manifestations de Seattle ! Pour la première fois, d'une manière spectaculaire, on assistait à l'irruption d'un mouvement citoyen dans l'arène feutrée de l'Organisation mondiale du commerce. Face à un capitalisme recherchant à abolir toute entrave à son déploiement sur l'échelle planétaire, l'idée d'injecter un peu de justice dans les affaires du monde cheminait. Taxation des mouvements de capitaux spéculatifs (taxe Tobin), annulation de la dette du Tiers monde, réforme du FMI et de la

Banque mondiale, droit aux médicaments pour les pays du Sud, autant de propositions venues en débat.

Les luttes ont fait avancer la réflexion. Certaines incompréhensions réciproques entre mouvements associatifs, syndicaux et forces politiques de transformation sociale ont reculé. Il est hautement symbolique que le nouveau président brésilien ait été parmi les pionniers de ce mouvement.

Ce mouvement a gagné en maturité. On n'est plus au temps où des commentateurs dédaigneux brocardaient les «anti-mondialistes», assimilés à des retardataires dans une lutte pathétique contre un capitalisme moderne et triomphant. Aujourd'hui, à Porto Alegre, les participants au forum unissent leur intelligence pour penser le monde. C'est bien une autre mondialisation, une «altermondialisation» solidaire qu'ils veulent bâtir contre les tenants du vieux système d'exploitation. Porto Alegre, point de départ donc d'une nouvelle forme de combat citoyen. Un combat qui se décline aujourd'hui à l'échelle des continents et essaime au niveau local. Aujourd'hui, à Porto Alegre, demain, à Paris-Saint Denis.

Henri KRASUCKI vient de disparaître. Marie-George Buffet et Robert Hue ont tenu à faire part de leur émotion en ces termes :



Marie-George BUFFET «rend à Henri KRASUCKI l'hommage solennel du Parti Communiste Français. Premier dirigeant de la CGT, résistant, déporté, son passé est connu : c'est le passé d'un homme d'honneur, d'un homme engagé, d'un militant syndicaliste et communiste». Elle salue la mémoire et la vie d'Henri KRASUCKI : «une vie qui a battu au rythme d'idéaux et de valeurs. Une vie de défense des travailleurs et de leur dignité». Robert HUE, président du Parti Communiste Français, dit son «affection» et son «admiration» pour le militant disparu. «Toute sa vie Henri aura été d'une fidélité absolue à la cause des humbles, des exploités, des opprimés, en France et dans le monde. Il était des leurs, lui qui, tout enfant dû avec les siens quitter la Pologne et les persécutions infligées aux Juifs». Rappelant son passé de résistant et de déporté, il évoque la «modestie» et le «courage» avec lesquels il exerça sa «responsabilité de secrétaire général» de la CGT et ses «efforts pour renouveler» les «rapports entre organisations syndicales et partis politiques».

TESTEZ VOS CONNAISSANCES SUR LES VINS

Vous avez été nombreux à participer au jeu, paru dans LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE de décembre et nombreux à donner les bonnes réponses.

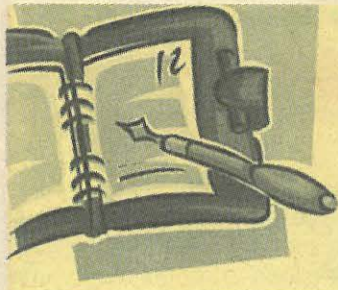
Vous vous verrez remettre un lot, à venir chercher au siège de la Fédération - 41, rue des Olivettes 44000 NANTES

Voici les réponses :

- Question 1** De quelle région est le Faugère ?
a) La Provence
b) Les Côtes du Rhône
c) Le Languedoc Rousillon
- Question 2** L'ouillage consiste à :
a) Bénir un vin pour la messe
b) Compenser l'évaporation d'un tonneau
c) Soutirer le vin
- Question 3** Le clavelin est une bouteille de :
a) 70 cl
b) 62 cl
c) 75 cl
- Question 4** Lequel de ces vins n'est pas un vin de Loire ?
a) Le Jasnières
b) Le Pouilly Fuissé
c) Le Ménéton Salon
- Question 5** De qui est l'expression «Pas de vin, pas de soldat» ?
a) Clémenceau
b) Napoléon
c) Foch
- Question 6** Le Malvoisie est le nom de quel cépage ?
a) Pineau noir
b) Pineau blanc
c) Pineau gris
- Question 7** Parmi les classés «1^{er} Cru» en 1855, lequel n'est pas un vin médoc ?
a) Château Latour
b) Château Margaux
c) Château Haut Brion
- Question 8** Un «Salmanazar» de champagne contient :
a) 12 bouteilles
b) 16 bouteilles
c) 20 bouteilles
- Question 9** Le Macvin est :
a) Un scotch écossais
b) Un cépage du Beaujolais
c) Un apéritif du Jura
- Question 10** Avec quel vin fut baptisé Henri IV ?
a) Le Jurançon
b) Le Chablis
c) Le Beaujolais

Ça se passe chez nous

Agenda



■ **Couëron**
22 janvier 03,
18 h 30 Forum

■ **Rezé**
23 janvier 03
18 h 30 Réunion des communistes sur le document du 32^e Congrès

■ **Saint-Nazaire**
24 et 25 janvier 03
Réunion des communistes sur le document du 32^e Congrès

■ **Nantes**
25 janvier 03
15 h 00 Les Dervallières - Rencontre publique de la cellule

■ **Saint-Sébastien**
29 janvier 03
20h00 Rencontre publique de la cellule

■ **Bouguenais**
29 janvier 03
18 h 30 Réunion des communistes sur le document du 32^e Congrès

■ **Saint-Brévin**
5 février 03
20 h 00 Assemblée Générale des communistes du Pays de Retz

■ **Nantes**
7 février 03
Rencontre publique des portuaires

■ **Sainte-Luce**
13 février 03
Réunion publique sur le thème de la jeunesse

Région : le refus du Consensus

Les deux dernières sessions du Conseil Régional qui concernaient les Orientations Budgétaires et l'examen du Budget 2003 des Pays de la Loire ont permis de clarifier les objectifs politiques avoués de la majorité régionale, emmenée par Messieurs Harousseau, Augereau et Fillon.

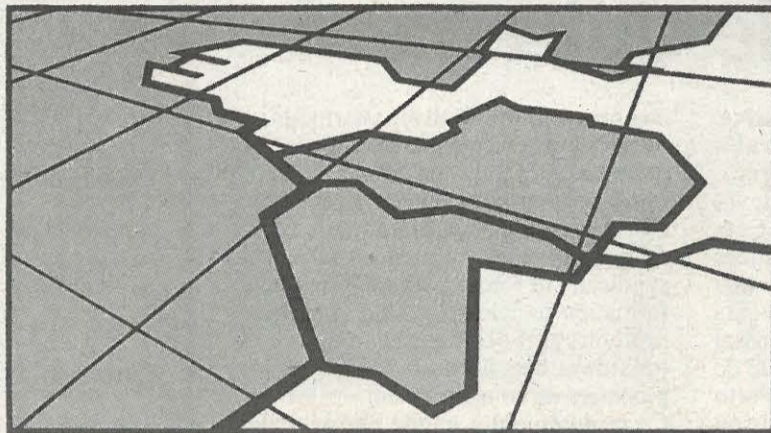
La droite régionale, comme au niveau gouvernemental, adopte une démarche cohérente, programmée pour satisfaire les exigences du Medef et du capitalisme mondialisé. S'accompagnant d'une cascade de réformes libérales, elle tient tout de même compte de sa défaite de 1997. C'est pourquoi, tant au niveau national que régional, la droite s'oblige à un formidable effort pédagogique et idéologique pour obtenir, sur chaque question, un consensus pour mieux intégrer une partie du peuple à ses objectifs.

Cohérence au niveau national d'une part avec ce gouvernement Raffarin-Fillon-Bachelot qui remet en cause brutalement ce que l'Etat représente dans sa dimension de solidarité, garant de la cohésion nationale et du maintien d'un développement équilibré des territoires. Un nombre sensible de compétences importantes vont être abandonnées par l'Etat aux Régions sans que celles-ci aient les moyens de les assurer. Ce sont les fondements mêmes de la République, ses principes d'égalité et de solidarité qui sont en passe d'être remis en cause. C'est pourquoi, nous renouvelons à ce sujet notre exigence de référendum sur la décentralisation promis par le candidat Chirac lors des élections présidentielles de l'an passé. Cohérence au niveau local d'autre part, avec l'ambition de la droite de s'appuyer sur des Régions autonomes, fortes, dominant les autres collectivités territoriales. Cette conception ultra-libérale de ce que va être l'échelon régional avec la droite, dans cette dimension dominatrice, autoritaire et incontournable, va à l'opposé des aspirations des populations qui souhaitent

retrouver des droits qui ont été concentrés et parfois confisqués par l'Etat.

Tant au niveau national que régional, la droite s'oblige à un formidable effort pédagogique et idéologique pour obtenir, sur chaque question, un **consensus** pour mieux intégrer une partie du peuple à ses objectifs.

Alors que se multiplient les plans de licenciements et les atteintes à l'environnement, le groupe communiste de la Région des Pays de la Loire a apporté, pendant ces deux sessions et pour chaque problème soulevé, un ensemble de



solutions alternatives qui s'opposent résolument aux exigences du capitalisme mondialisé. Le groupe communiste s'est clairement positionné **pour une décentralisation** qui réponde aux aspirations de citoyenneté et de démocratie participative pour stopper cette contre-attaque capitaliste qui souhaite mettre en concurrence toutes ces structures et y installer de véritables baronies de style féodal.

Le groupe «PS divers gauche Radical et Citoyen» ainsi que les Verts, n'ayant pas voulu participer au vote, le groupe des élu(e)s communistes s'est retrouvé seul à gauche pour voter **contre** le budget de la majorité régionale. Ils l'ont fait avec la volonté de créer les conditions d'un rassemblement le plus large possible contre le rouleau compresseur de la droite. Cette majorité à Paris ou à Nantes déroule d'un même élan le tapis rouge au capitalisme mondialisé !

Libertés

Il est quelque fois difficile, d'être syndiqué ou militant syndical à la CGT, à l'exemple de ce que vivent les salariés d'ARLUX à Orvault.

C'est ainsi que les sanctions pleuvent comme au plus beau de l'automne contre les délégués de la CGT, accusés d'avoir 1 minute de retard à l'embauche ou encore d'être agressifs envers leur directeur.

Il s'agit d'une véritable discrimination et d'un harcèlement aux dires des intéressés, qui ont porté l'affaire devant les Prud'hommes de Nantes. Pour le directeur de l'entreprise, il n'y a pas dans cette affaire de quoi fouetter un chat. Il est vrai que les propos de libéralisation du Baron Seillière peuvent amener ce brave entrepreneur, à se demander où commence vraiment la répression patronale. Peut être ne sait-il pas d'ailleurs que Zola est né et vient d'écrire *Germinal*... Affaire à suivre.

EDF le dépannage à plusieurs vitesses

Les agents de l'EDF étaient dernièrement dans l'action, pour s'opposer à la nouvelle organisation de l'entreprise, qui consiste à assurer de façon circonstanciée les dépannages des usagés suivant, qu'ils soient en milieu rural ou urbain.

«Ce projet est néfaste pour le service public – précisent les syndicats – il va dégrader les conditions de travail des agents et de ce fait, son efficacité. Le cœur du métier d'EDF GDF est d'assurer la continuité de la fourniture en gaz et en électricité, que ce soit en zone rurale ou en zone urbaine». Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC n'excluent pas de nouvelles actions dans les prochains jours.

Abonnez-vous
aux Nouvelles
pour 10 euros
pour l'année.

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Nécrologie

Les militants de la section de Saint-Nazaire vous font part du décès de leur camarade Pierre ROUSSEAU.

Militant modeste et complice de tous les combats de son Parti, Pierre s'en est allé, accompagné du drapeau rouge de la section du Parti de Saint-Nazaire en ce premier mois de 2003.

L'une de ses petites filles, lors de la cérémonie, a tenu à rappeler «*combien il avait transmis d'idées aux siens, à ses proches*».

Nous tenons à apporter toute notre amitié à sa famille et à ses camarades.